



Rapport annuel

2017

Avant-propos



En 2017, l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) a concentré son attention sur les principaux défis à relever. Nous comprenons désormais mieux comment mener à bien la mission qui est la nôtre, à savoir améliorer l'utilisation des données de l'IITA en vue de favoriser l'obtention de résultats durables en matière de développement.

L'année dernière, nous avons été très heureux de constater que les gouvernements de la Guinée, du Mali et de la Somalie nous avaient rejoints, et annonçaient des plans destinés à intégrer les données de

l'IITA dans leurs systèmes internes afin d'étayer leur prise de décision. C'est également avec grand plaisir que nous avons accueilli sept organismes des Nations Unies et organisations non gouvernementales (ONG) internationales.

Une nouvelle Équipe spéciale en charge de l'utilisation des données a contribué à l'élaboration d'une stratégie sur deux ans visant à accroître l'exploitation des données relatives aux centaines de milliers d'activités qui sont menées dans le domaine du développement et de l'action humanitaire. En outre, nous avons observé une utilisation accrue des données de l'IITA suite à l'amélioration des fonctionnalités de recherche de la plateforme d-portal. L'infrastructure technique de l'IITA a elle aussi connu des changements indispensables qui ont permis d'améliorer les performances de ses principaux systèmes.

En 2017, le nombre de signataires a atteint les 600, marquant une autre étape importante pour l'Initiative. Des progrès majeurs ont été accomplis dans la publication des données prospectives de l'IITA, et le volume de données publiées en temps utile est encore considérable cette année.

Je me réjouis que nous ayons pu renforcer la pérennité financière de l'IITA au cours de l'année écoulée, ainsi que des actions importantes engagées afin de revoir les arrangements institutionnels de l'Initiative. Cette année marque le 10^e anniversaire de l'IITA, lancée à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra en 2008. Elle offre une occasion unique de se pencher sur les avancées obtenues et les difficultés rencontrées, et de partager les leçons que nous avons apprises au sein de la communauté des données ouvertes.

Je me réjouis d'avance des nouveaux progrès qui seront accomplis en 2018 en matière d'utilisation des données, et qui permettront à l'IITA de réaliser pleinement son potentiel en contribuant à l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable (ODD).

Stephen Potter

Président du Conseil d'administration de l'IITA



Je suis fier que l'engagement au sein de la communauté technique de l'IITA ait connu une intensification rapide au cours de l'année passée. La réunion annuelle de notre Groupe consultatif technique (GCT), organisée pour la première fois dans un pays en développement, a attiré un nombre record de participants. La communauté du GCT a elle aussi connu une activité accrue, en accueillant cinq mini GCT. Lancés l'an dernier, ces événements à plus petite échelle permettent aux membres de l'Initiative de se rencontrer en personne afin de discuter des questions liées à l'utilisation et à la publication des données de l'IITA.

Je remercie les spécialistes techniques et les défenseurs de l'accès libre aux données, qui œuvrent à nos côtés depuis longtemps, de leur contribution remarquable à la mise à jour de la norme de l'IITA. Leurs idées ont été intégrées à la version 2.03 qui, entre autres changements importants, vise à améliorer les données relatives à l'aide humanitaire et les résultats des activités publiés conformément à la norme de l'IITA.

Comme les années précédentes, de nombreuses organisations de notre communauté ont apporté aux signataires et aux utilisateurs des données de l'IITA des conseils, un appui et de nouveaux outils. Je salue tous les efforts déployés en 2017, et je me réjouis d'avance à l'idée de poursuivre mon travail au sein du GCT, notamment en vue d'améliorer l'utilisation des données de l'IITA afin de favoriser l'obtention de résultats durables en matière de développement.

John Adams

Président du Groupe consultatif technique de l'IITA

Avant-propos	2
Introduction	5
Principales réalisations de l'IITA	6
Communauté et gouvernance de l'IITA	10
Groupe consultatif technique – Rapport du président	12
Améliorer la qualité des données	14
Améliorer l'utilisation des données	18
Aller de l'avant : priorités et défis à venir	22
Annexe 1 : Membres de l'IITA	24
Annexe 2 : Rapports financiers	26
Données statistiques et méthodologie du Rapport annuel de l'IITA ...	39
Remerciements	39

L'Initiative internationale pour la transparence de l'aide (IITA) s'attache à garantir la disponibilité et l'utilisation d'informations transparentes et de bonne qualité sur les ressources et les résultats de développement, afin de contribuer à la réalisation de progrès durables en matière de développement.

Notre travail consiste à rendre les données relatives au développement et à l'action humanitaire plus accessibles, plus exploitables et plus compréhensibles. Les organisations publient des informations conformément au format et au cadre établis dans la norme de l'IITA, et ces données sont consultables, librement et gratuitement, par toute personne dans le monde disposant d'un accès à Internet.

Aujourd'hui, plus de 600 organisations publient des données de l'IITA, ce qui représente un peu moins de 145 milliards de dollars US¹ provenant de gouvernements donateurs, d'organismes multilatéraux, de fondations, d'ONG et d'organisations du secteur privé. L'IITA cherche constamment à améliorer la qualité de ses données et entend faciliter l'accès à des outils et à une assistance efficaces afin que ces informations soient utilisées à des fins décisionnelles et de responsabilité.

Le Rapport annuel 2017 examine les progrès accomplis par l'Initiative depuis le Rapport annuel 2016, qui couvrait la période allant de mars 2017 à février 2018. L'annexe 2 présente les états financiers des ressources reçues et dépensées par le Secrétariat de l'IITA entre 2013 et 2017.

1 Le total des décaissements et dépenses indiqués par l'ensemble des signataires en 2017 s'élève à 144 732 282 962 dollars US. Dans la mesure où l'IITA assure le suivi du flux de ressources entre les organisations en aval de la chaîne d'approvisionnement de l'aide, ce chiffre comporte des doublons.

À propos de l'IITA

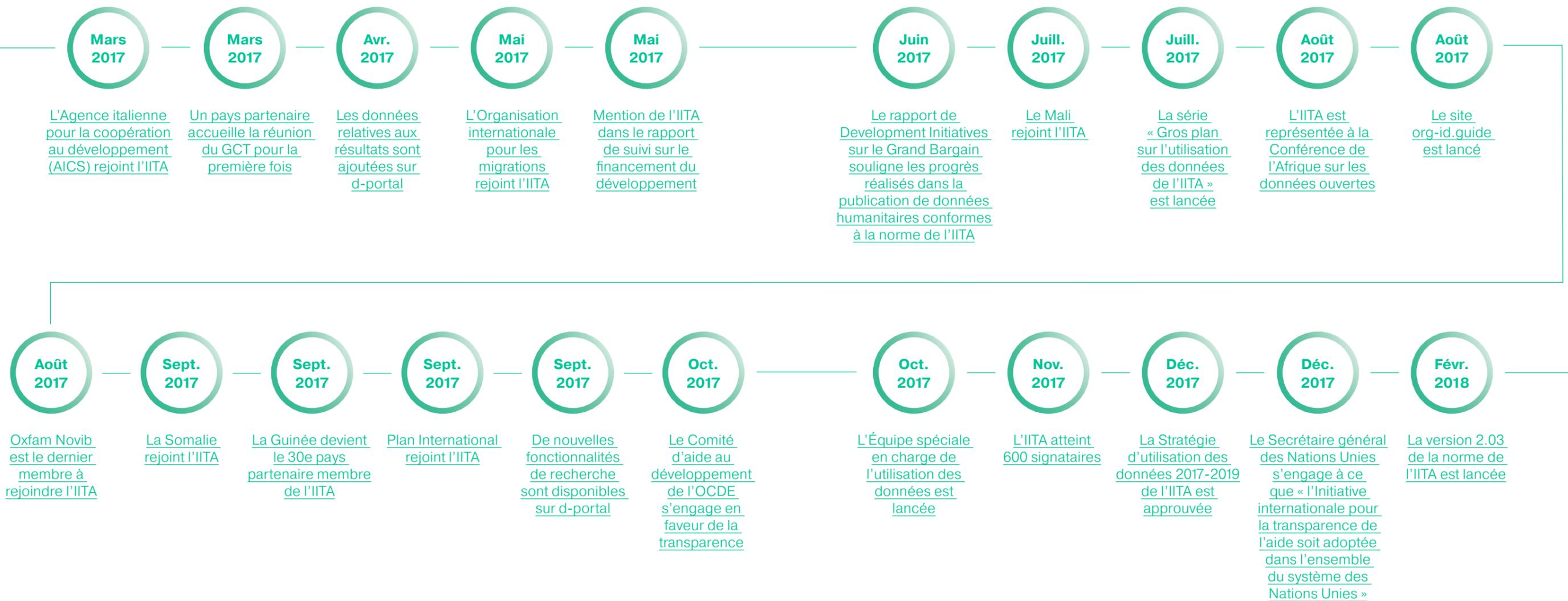
L'IITA a été lancée en 2008 à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, qui s'est tenu à Accra. En 2011, la norme de l'IITA a été adoptée, avec pour objectif de satisfaire la demande des parties prenantes des pays en développement en matière d'informations accessibles en temps utile, détaillées et prospectives sur les ressources externes en vue d'étayer la prise de décisions.

Depuis 2013, le Secrétariat de l'Initiative est assuré par un collectif multipartite dirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), Development Initiatives, une organisation britannique indépendante de développement international, ainsi que les gouvernements du Ghana et de la Suède. L'IITA est dirigée et soutenue par ses membres et par une communauté internationale de signataires et d'utilisateurs des données, ainsi que de militants en faveur de la transparence, de communicants, d'experts techniques et, de manière générale, de défenseurs de l'accès libre aux données.

Principales réalisations de l'IITA

Depuis la publication du dernier Rapport annuel², l'IITA a progressé dans l'amélioration de la qualité de ses données et dans l'élaboration d'une stratégie permettant d'accroître leur utilisation, d'augmenter le nombre de signataires et d'actualiser la norme.

Figure 1 : Réalisations de l'IITA : Chronologie des principaux événements qui ont eu lieu depuis la publication du Rapport annuel de 2016 (mars 2017-février 2018)



² Le Rapport annuel 2016 de l'IITA a été publié en février 2017, et couvre la période allant de novembre 2015 à janvier 2017.

Statistiques clés du Rapport annuel de l'IITA

- **145 milliards de dollars US** de décaissements et de dépenses indiqués en 2017
- Plus de **600 signataires**, soit 128 membres de plus (+ 26 % par rapport à 2016)
- Dix nouvelles organisations sont devenues **membres** de l'IITA
- **Publication des données en temps utile** : 97 % des dépenses publiées l'ont été par des signataires qui actualisent leurs données chaque mois ou chaque trimestre
- **Niveau de détail des données** : le nombre de signataires communiquant leurs résultats a plus que doublé depuis 2016, passant de 76 à 166
- **Caractère prospectif des données** : le volume des dépenses publiées un an à l'avance dans le cadre des budgets prévisionnels a augmenté de près de 50 %

(soit une hausse de 26 %). Les données publiées représentent 144 732 282 962 dollars US de décaissements et dépenses indiqués par les gouvernements donateurs, les organismes multilatéraux, les fondations, les ONG et les organisations du secteur privé³.

Dix nouveaux membres

L'an dernier, dix nouvelles organisations sont devenues membres de l'IITA. Il s'agit des gouvernements de la Guinée, de l'Italie, du Mali et de la Somalie, de l'Agence néerlandaise pour les entreprises, de la Société financière internationale, de l'Organisation internationale pour les migrations, d'Oxfam Amérique, d'Oxfam Novib et de Plan International. Le fait de rejoindre l'IITA témoigne clairement d'un engagement en faveur de la transparence et du libre accès aux données, et ces nouveaux membres jouent désormais un rôle majeur dans la gouvernance de l'Initiative.

Adoption de la version actualisée 2.03 de la norme

Au cours de l'année écoulée, l'équipe technique et la communauté du GCT de l'IITA ont collaboré afin de mettre à jour la norme vers la version 2.03. Entre autres changements importants, cette mise à niveau vise à améliorer la qualité et la facilité d'utilisation des données relatives à l'aide humanitaire et des résultats des activités publiés conformément à la norme de l'IITA. La version 2.03 de la norme a été lancée en février 2018.

Obtention d'engagements politiques

En 2017, le Secrétaire général des Nations Unies a pris des engagements sans précédent dans deux rapports majeurs^{4,5} afin que le système des Nations Unies publie les dépenses engagées et les résultats obtenus par chacune de ses entités, et que « l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide soit adoptée dans l'ensemble du système ». L'importance mondiale de l'IITA a également été reconnue dans le rapport de suivi de l'Équipe spéciale interorganisations

³ Dans la mesure où l'IITA assure le suivi du flux de ressources entre les organisations en aval de la chaîne d'approvisionnement de l'aide, ce chiffre comporte des doublons.

⁴ Rapport du Secrétaire général – décembre 2017 *Repositionnement du système des Nations Unies pour le développement en vue de la mise en œuvre du Programme 2030 : notre promesse d'une vie dans la dignité, la prospérité et la paix sur une planète en bonne santé.*

⁵ Rapport du Secrétaire général – septembre 2017 *Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies.*

Améliorer l'utilisation des données

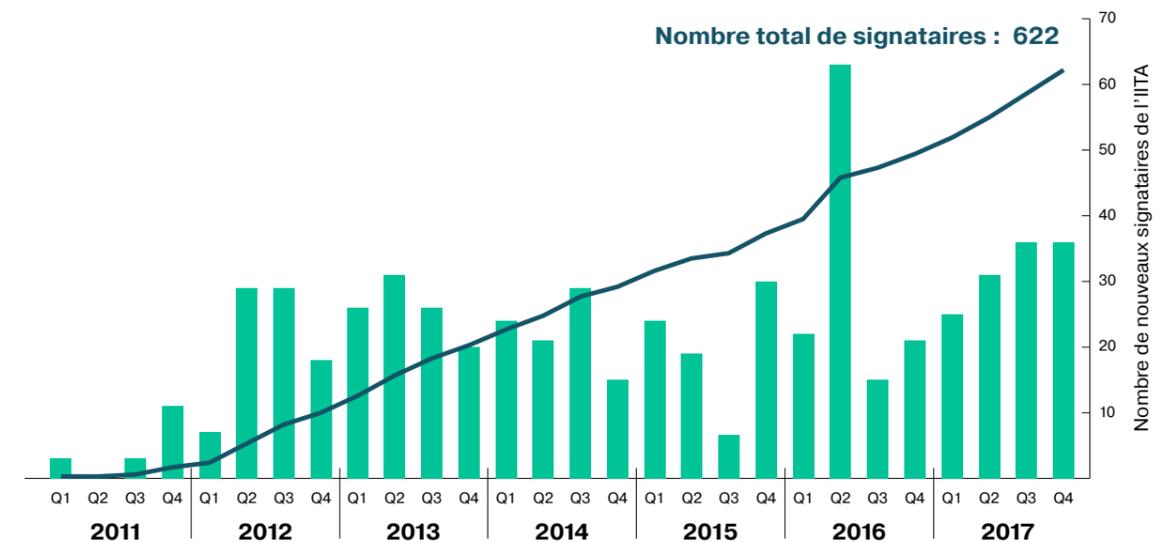
Une nouvelle Équipe spéciale en charge de l'utilisation des données constituée en octobre a travaillé avec le Secrétariat afin de mettre au point une stratégie globale d'utilisation des données. Cette dernière établit la façon dont les membres et la communauté élargie de l'IITA peuvent contribuer à mener à bien la mission de l'Initiative, à savoir améliorer l'utilisation des données de l'IITA en vue de favoriser l'obtention de résultats durables en matière de développement.

Des progrès notables ont été accomplis en 2017. Ainsi, les gouvernements de la Guinée, du Mali et de la Somalie ont tous officiellement rejoint l'Initiative et ont annoncé des plans destinés à intégrer les données de l'IITA dans leurs systèmes de gestion de l'information sur l'aide afin d'étayer leur prise de décision.

145 milliards de dollars US de données publiées par plus de 600 signataires

Plus de 600 organisations ont transmis à l'IITA des données relatives à leurs activités humanitaires et de développement, et l'Initiative a accueilli 128 nouveaux signataires en 2017

Figure 2 : Évolution du nombre de signataires de l'IITA dans le temps (2011-2015)



sur le financement du développement, présenté à l'occasion du Forum du Conseil économique et social des Nations Unies afin d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba.

La présidente du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'est adressée pour la première fois aux membres de l'Initiative, en soulignant l'importance pour le CAD de travailler en collaboration étroite avec l'IITA afin d'assurer l'efficacité et la redevabilité de l'aide.

Améliorer les données de l'IITA

D'importants progrès ont été réalisés dans la publication des données prospectives de l'IITA. Ainsi, le volume des dépenses publiées par les donateurs un an à l'avance dans le cadre des budgets prévisionnels a augmenté de **50 %**. Cette année encore, le nombre de données publiées en temps utile reste important, puisque **97 %** des dépenses communiquées l'ont été par des signataires

qui actualisent leurs données chaque mois ou chaque trimestre.

Au cours de l'année passée, l'équipe technique a continué d'apporter ses services aux organisations désireuses de publier leurs données conformément à la norme de l'IITA. Les utilisateurs de ces services se sont dits satisfaits à plus de **98 %**.

Progrès dans le domaine de l'aide humanitaire

L'IITA a collaboré avec Development Initiatives dans le cadre d'un projet financé par le ministère néerlandais des Affaires étrangères visant à accompagner les organisations afin qu'elles publient les données relatives à leurs activités humanitaires conformément à la norme de l'IITA, et ce en application des engagements de transparence du « Grand Bargain » pris en 2016 à l'occasion du Sommet mondial sur l'action humanitaire. Une section humanitaire a été ajoutée au tableau de bord de l'IITA afin de suivre l'exécution de cet engagement, et l'évaluation

réalisée par Development Initiatives un an après le sommet indique que d'importants progrès ont d'ores et déjà été accomplis. À l'heure actuelle, sur un total de 51 signataires, 73 % (37 organisations ou leurs membres/affiliés) publient certaines données conformément à la norme de l'IITA, et 61 % (31 organisations ou leurs membres/affiliés) publient des données sur l'aide humanitaire conformément à la norme de l'IITA.



La présidente du CAD de l'OCDE présente à l'Assemblée des membres de 2017

Communauté et gouvernance de l'IITA

Notre Initiative rassemble des parties prenantes issues des secteurs du développement international et des données ouvertes, y compris des signataires et utilisateurs de données, des militants politiques en faveur de la transparence, des communicants, des experts techniques et, de manière générale, des défenseurs du libre accès aux données. Ils appartiennent à l'Assemblée des membres et au GCT de l'IITA, et sont représentés par notre Conseil d'administration. La mise en œuvre des activités est assurée par le Secrétariat, sous la direction du PNUD et en collaboration avec l'UNOPS, Development Initiatives et les gouvernements du Ghana et de la Suède.

Adhésion à l'IITA

Le fait de rejoindre l'IITA témoigne clairement d'un engagement en faveur de la transparence et du libre accès aux données de développement, et ses membres jouent un rôle majeur dans la gouvernance de l'Initiative. Toutes les parties prenantes prêtes à s'engager pour atteindre les buts et les objectifs de l'IITA définis dans les Procédures opérationnelles permanentes peuvent devenir des membres à part entière : gouvernements, organisations

multilatérales, ONG, fondations, organisations du secteur privé et institutions de financement du développement.

L'IITA compte aujourd'hui 86 membres, et les dix nouvelles organisations qui ont rejoint l'Initiative l'année dernière appartiennent à l'une des trois catégories suivantes : donateurs, pays partenaires et organisations de la société civile (OSC)/autres organisations.

En 2017, l'IITA a élaboré une nouvelle Déclaration de proposition de valeur définissant les nombreuses façons dont l'engagement peut appuyer les objectifs des différentes parties prenantes, que ce soit en tant que signataires ou qu'utilisateurs des données.

Assemblée des membres de l'IITA de 2017

L'Assemblée annuelle des membres de l'IITA, qui s'est tenue à Rome, a réuni un nombre record de membres et d'observateurs (109 participants). L'événement a été généreusement organisé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), et financé par la Direction générale de la coopération internationale

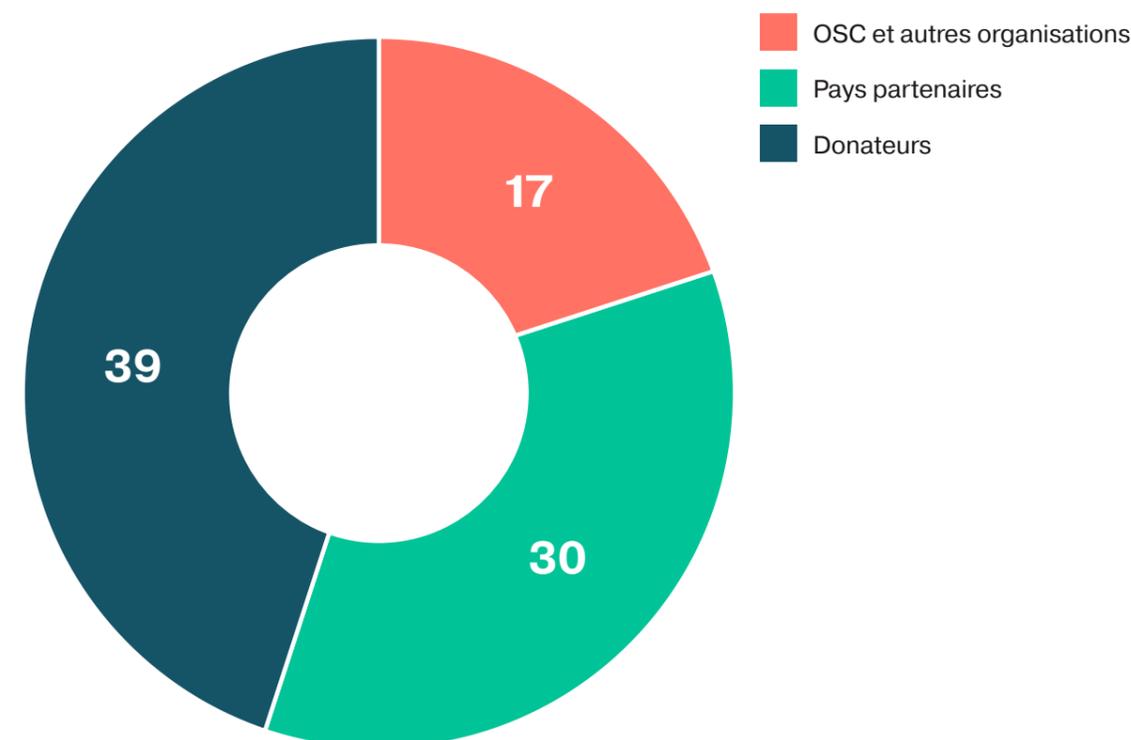
et du développement de la Commission européenne (DG DEVCO).

La réunion a abordé les points clés du programme de travail, comme le renforcement de l'utilisation des données de l'IITA. Les participants ont également examiné les arrangements institutionnels à long terme de l'IITA. Les membres ont décidé de prolonger d'une année les dispositions d'hébergement actuelles, jusqu'au mois d'août 2019, afin d'étudier plus en détail les coûts et les avantages des différentes options. Il a également été convenu de créer une quatrième catégorie de membres de l'IITA pour le secteur privé, en reconnaissance du rôle grandissant de ce dernier dans le domaine du développement international.

Charlotte Petri Gornitzka, présidente du CAD de l'OCDE, s'est adressée aux participants lors de l'Assemblée des membres, et a souligné dans sa présentation les différentes façons dont les actions de l'IITA et du CAD se complètent.

Les membres ont également pu découvrir l'identité de marque renouvelée de l'IITA,

Figure 3 : Membres de l'IITA par type d'organisation



conçue pour toucher de nouveaux publics et mieux refléter la mission, la vision et les priorités stratégiques nouvelles de l'Initiative.

Analyse institutionnelle de l'IITA

Afin d'asseoir les arrangements institutionnels de l'IITA sur des bases solides et durables, le Conseil d'administration a commandé en mai 2017 un rapport qui présentait aux membres différentes

options relatives aux dispositions d'hébergement, à la gouvernance et au financement. Le rapport a donné lieu à des débats animés lors de l'Assemblée de 2017, au cours de laquelle les membres de l'IITA ont pris plusieurs décisions concernant les recommandations du rapport et ont convenu que des travaux supplémentaires étaient nécessaires afin d'éclairer leurs décisions au sujet des questions clés, notamment en ce qui concerne la façon dont le Secrétariat de l'Initiative devrait être assuré à l'avenir. Durant la réunion, les membres ont également adopté un ensemble de principes destinés à orienter la prochaine analyse, et ont créé un groupe de travail dirigé par le Conseil d'administration, Madagascar et l'UNICEF. Celui-ci est chargé de mener à bien les activités supplémentaires nécessaires afin que les membres puissent les examiner lors de leur prochaine Assemblée.

Nouvelle marque de l'IITA

Éclairer
Flux de données
Accessible
Simple

iati
International
Aid Transparency
Initiative

Groupe consultatif technique – Rapport du président



Le Groupe consultatif technique (GCT) de l'IITA est une communauté multipartite d'organisations et de personnes souhaitant améliorer la publication et l'utilisation des données de l'IITA. Le GCT se réunit en personne une fois par an. Il est présidé par John Adams, du ministère du Développement international (DFID) du Royaume-Uni, qui représente les points de vue du groupe auprès du Conseil d'administration de l'IITA.

L'année 2017 a été fructueuse, grâce aux contributions remarquables de la communauté du GCT dans le processus de mise à niveau de la norme vers la version 2.03, ainsi qu'aux efforts constants déployés afin d'apporter aux signataires et aux utilisateurs des données de l'IITA des conseils, un appui et de nouveaux outils. Un travail considérable a été fourni tout au long de l'année, et il s'agit là seulement de quelques-uns des points marquants.

GCT 2017 (6-9 mars, Dar es Salaam)

L'année dernière, je me suis réjoui que la réunion du GCT soit organisée pour la première fois dans un pays partenaire (la Tanzanie) et compte parmi ses participants plus de 70 % de nouveaux membres de l'IITA. Le lieu choisi a permis d'impliquer de nombreux utilisateurs potentiels des données parmi les gouvernements et les OSC. Les participants ont pris part à des ateliers interactifs et à des séances en petits groupes afin d'examiner par quels moyens

l'IITA pourrait répondre à leurs besoins. Comme lors des précédentes réunions du GCT, les spécialistes techniques et les défenseurs de l'accès libre aux données qui œuvrent à nos côtés depuis longtemps se sont concentrés sur les détails relatifs à la mise à jour de la norme de l'IITA et ont participé à des ateliers sur l'amélioration de l'infrastructure technique de l'IITA.

Lors de la réunion de 2017, j'ai eu le plaisir d'être réélu à la tête du GCT pour deux années supplémentaires, et je remercie la communauté de son vote de confiance.

Mini GCT

Nous avons lancé en 2017 les « mini GCT », des événements à plus petite échelle qui permettent aux membres de l'Initiative de se rencontrer afin de discuter d'un sujet particulier en vue d'améliorer les données de l'IITA, de renforcer leur utilisation ou d'accroître leur nombre. L'idée a été développée en mars, et depuis lors les membres

du GCT ont organisé quatre mini GCT dans des pays différents et sur des thématiques diverses : traçabilité, apprentissage automatique, données de l'IITA sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, géocodage et listes de codes du Système de notification des pays créanciers (SNPC).



Outils de publication

Cette année, le GCT a réalisé des progrès notables dans l'élaboration d'outils destinés à améliorer la qualité des données de l'IITA. Ainsi, la plateforme [org-id.guide](#) a été lancée en août par un groupe d'organisations qui collaborent dans le domaine de la normalisation des données : Open Contracting Partnership, 360Giving, l'IITA et l'Initiative sur le financement transparent de l'agriculture. Mis au point par la coopérative Open Data Services, l'outil [org-id.guide](#)



La secrétaire permanente adjointe du ministère tanzanien des Finances et de la Planification ouvre la réunion du GCT 2017

permet aux signataires de l'IITA d'utiliser des codes cohérents (appelés « identifiants d'organisation ») afin d'identifier leurs organisations. Ainsi, les informations relatives aux activités des organisations peuvent être reliées entre elles et suivies entre les différentes bases de données.



L'Initiative sur le financement transparent de l'agriculture a également conçu un outil destiné aux signataires de l'IITA qui interviennent dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, afin d'améliorer la qualité de leurs données. La plateforme [Open Aid Publishers' Toolchain](#) permet aux organisations de vérifier les données et d'ajouter celles qui sont utiles aux acteurs du secteur, par exemple en renseignant des informations sur la localisation des activités agricoles.

Nouveaux sites Internet dédiés à la transparence

Au cours de l'année, notre communauté a également travaillé sans relâche pour améliorer les portails dédiés à la transparence et en créer de nouveaux. Par exemple, l'entreprise [Zimmerman & Zimmerman](#) a conçu de nouveaux outils en ligne visant à permettre à l'UNESCO et à l'Overseas Development Institute de présenter les données transmises à l'IITA.

Durant sa première année en tant que membre de l'IITA, l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) a elle aussi contribué à améliorer la transparence et l'accessibilité des informations sur l'aide publique en investissant dans son portail [OpenAID AICS](#).

Financement de la lutte contre le changement climatique

L'IITA continue de s'intéresser à de nouveaux secteurs. Ainsi, pendant l'année écoulée, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (Asdi)

a réalisé des progrès majeurs dans la publication des données relatives au financement de la lutte contre le changement climatique. Lors de la COP23 (Conférence sur les changements climatiques organisée à Bonn en novembre 2017), l'Asdi a exposé le travail pilote réalisé au moyen du portail de transparence [openaid.se](#) afin de présenter ses données relatives au financement de la lutte contre le changement climatique, publiées selon la norme de l'IITA. Cette présentation a été très bien accueillie par les principaux observateurs et négociateurs.

Je serai heureux de soutenir et de promouvoir le travail du GCT tout au long de l'année 2018 afin de contribuer à la réalisation des objectifs de l'IITA. En tant que président du GCT, j'encouragerai la collaboration au sein de la communauté des développeurs de l'IITA afin de créer une infrastructure solide et durable pour l'avenir, et je dirigerai les travaux de la nouvelle Équipe spéciale en charge de l'utilisation des données de l'IITA.

Améliorer la qualité des données

La norme de l'IITA a été élaborée afin de satisfaire la demande des parties prenantes des pays en développement en matière d'informations accessibles en temps utile, détaillées et prospectives sur les ressources externes. L'amélioration de la qualité des données permet de fournir aux utilisateurs les informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées et demander des comptes aux décideurs.

- **Une meilleure planification** : L'IITA permet aux donateurs de partager leurs budgets indicatifs à l'avance, de sorte que les gouvernements des pays en développement puissent optimiser la planification et la gestion des ressources externes.
- **Des informations à jour** : La disponibilité en temps utile des informations renforce les capacités des gouvernements à préparer leurs budgets, améliorer la gestion macroéconomique, limiter les doubles emplois et faire preuve d'une plus grande redevabilité quant aux fonds consacrés à la prestation de services. Les données sur les dépenses et les activités peuvent être publiées tous les trimestres, tous les mois, toutes les semaines, voire tous les jours, ce qui peut s'avérer essentiel en situation d'urgence humanitaire.
- **Une vision plus globale** : L'IITA permet de recueillir des données auprès d'un large éventail de ressources de développement, bien au-delà des aides traditionnelles. Par exemple, les institutions de financement du développement et les fondations philanthropiques peuvent fournir des données sur les investissements réalisés afin d'améliorer la planification et la coordination.
- **Saisie des résultats** : Les organisations peuvent publier des données sur les effets produits par leurs activités de développement. Par exemple, la norme permet de publier des informations sur les ODD.

Quel que soit le groupe d'utilisateurs concerné (parlementaires, journalistes et OSC), dans les pays donateurs comme dans les pays partenaires, et quels que soient les usages auxquels elles sont destinées (de l'élaboration des politiques à la coordination, en passant par l'amélioration de la redevabilité), la qualité des données est toujours aussi importante.

La qualité des données de l'IITA est mesurée et affichée sur le [tableau de bord](#) de l'IITA, permettant ainsi aux signataires et aux utilisateurs de voir rapidement si les données publiées sont accessibles en temps utile, détaillées et prospectives.

Publication en temps utile

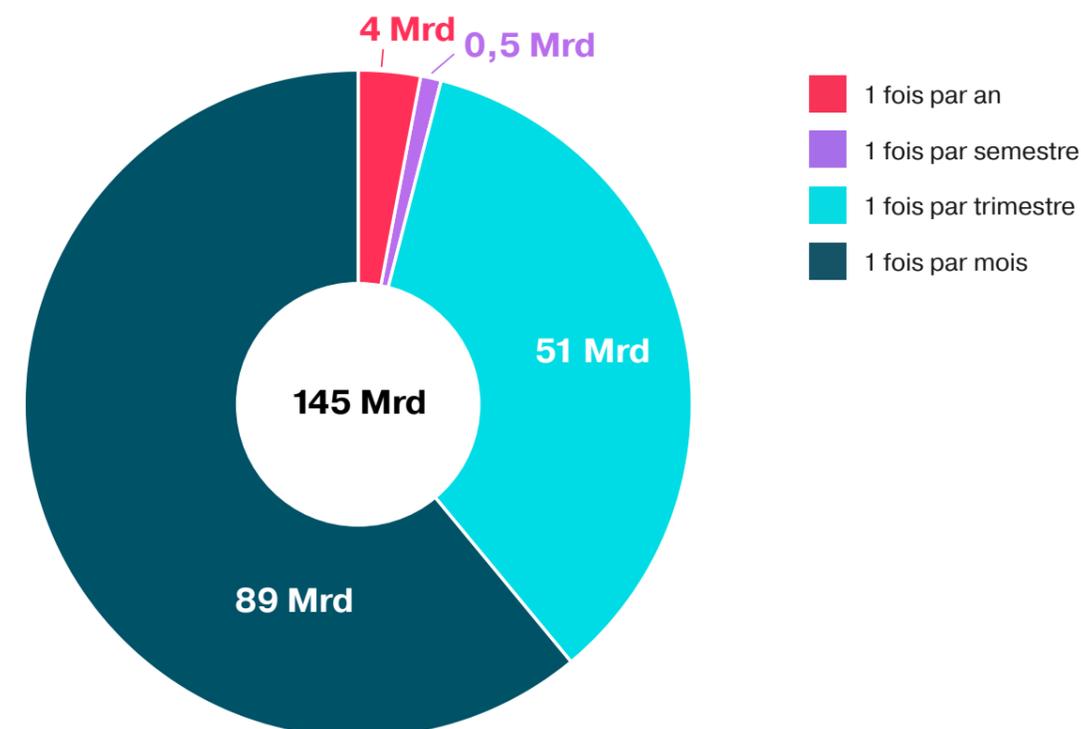
L'IITA encourage les signataires à actualiser leurs données au moins une fois par trimestre afin de garantir leur utilité. En 2017, **97 % (plus de 140 milliards de dollars US)** du volume total des dépenses publiées l'ont été par des signataires qui actualisent leurs données au moins une fois par trimestre.

L'analyse de cette année révèle également que **61 %** du volume des dépenses sont publiés par des signataires qui mettent à jour leurs données au moins une fois par mois, soit une augmentation de **15 %** depuis le Rapport annuel de 2016⁶, et de **20 %** depuis celui de 2015⁷. Parallèlement, les

⁶ Le *Rapport annuel 2016 de l'IITA* a été publié en mars 2017, et couvre l'année 2016.

⁷ Le *Rapport annuel 2015 de l'IITA* a été publié en décembre 2015, et couvre la période allant de janvier 2014 à octobre 2015.

Figure 4 : Publication en temps utile des données de l'IITA (en dollars US)



signataires en mesure d'actualiser leurs données quotidiennement sont peu nombreux.

Niveau de détail

Lorsqu'ils publient des données sur les activités humanitaires et de développement, les signataires doivent absolument fournir l'intégralité de leurs ressources. La norme de l'IITA comporte des « éléments relatifs au niveau de détail » qui permettent de publier un éventail d'informations détaillées intéressant les utilisateurs des données.

La norme comprend un ensemble de champs « de base » et « à valeur ajoutée », et le [tableau de bord de l'IITA](#) fournit des statistiques sur le nombre de signataires qui utilisent chacun de ces champs.

La figure 5 montre que depuis 2016, le nombre (et le pourcentage global) de signataires transmettant des données valides a augmenté dans **chacun des champs de base** de la norme de l'IITA.

La hausse la plus remarquable concerne les secteurs et les pays/régions dans lesquels se sont déroulées les activités ainsi que les dates auxquelles elles ont eu lieu, le nombre de signataires qui renseignent ces champs ayant augmenté de 7 % en moyenne.

Si la plupart des signataires publient des données valides en ce qui concerne les éléments de base, il est encore possible d'accroître le nombre de signataires utilisant les éléments « à valeur ajoutée » de la norme. Les faibles performances enregistrées dans ce domaine affectent la disponibilité des informations essentielles telles que la localisation, ainsi que des documents clés liés aux activités, laissant les utilisateurs dans le flou.

Toutefois, des progrès considérables ont été accomplis concernant les données relatives aux résultats des activités, puisque le nombre de signataires qui renseignent ces champs a **plus que doublé** depuis 2016, passant de 76 à 166. Ces données sont essentielles pour permettre aux utilisateurs de mieux comprendre les effets ou les changements produits par la coopération au développement et l'aide humanitaire.

Caractère prospectif

Les informations relatives aux futurs flux de ressources sont indispensables pour permettre aux gouvernements des pays partenaires d'utiliser de la manière la plus productive possible les fonds publics et d'appuyer la gestion macroéconomique. Une plus grande prévisibilité est également importante pour les donateurs,

Figure 5 : Niveau de détail : nombre de signataires de l'IITA fournissant des données valides dans plus de 95 % des activités, pour chaque élément de base

	2014		2015		2016		2017	
	Nbre de signataires	% de signataires						
Organismes rapporteurs	290	82	293	83	389	97	478	98
Titre	284	80	289	82	384	96	474	97
Version	273	77	286	81	394	99	484	99
Statut	278	79	281	80	390	98	483	99
Identifiant IITA	269	76	274	78	366	92	452	93
Description	251	71	260	74	362	91	457	94
Date de l'activité	246	70	250	71	341	85	445	91
Secteur	202	57	222	63	308	77	414	85
Organisation participante	193	55	201	57	267	67	324	67
Pays ou région	187	53	199	56	298	75	393	81

Remarque : le pourcentage de signataires a été calculé UNIQUEMENT à partir du nombre de signataires publiant des données sur leurs activités en cours (399 en 2016 et 487 en 2017). Dans le précédent Rapport annuel, le pourcentage tenait compte de tous les signataires, ce qui explique qu'il soit plus élevé pour 2016 et 2017.

Figure 6 : Niveau de détail : nombre de signataires de l'IITA fournissant au moins quelques données valides pour chaque élément

	2014		2015		2016		2017	
	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires	Nbre de signataires	% de signataires
Secteurs du CAD	198	56	187	53	299	75	400	82
Contacts	169	48	174	49	246	62	294	60
Documents d'activité	131	37	146	41	164	41	209	43
Page Internet sur les activités	95	27	94	27	Non précisé dans le tableau de bord			
Détails de l'emplacement	68	19	69	20	84	21	105	22
Conditions applicables	27	8	28	8	Non précisé dans le tableau de bord			
Résultat/Indicateur	19	5	24	7	76	19	166	34
Coordonnées géographiques	14	4	20	6	47	12	67	14
Dépenses en capital	7	2	9	3	21	5	25	5
Type d'aide	N/A	N/A	N/A	N/A	285	71	323	66
Langue du bénéficiaire	N/A	N/A	N/A	N/A	247	72	288	59

Remarque : le pourcentage de signataires a été calculé UNIQUEMENT à partir du nombre de signataires publiant des données sur leurs activités en cours (399 en 2016 et 487 en 2017). Dans le précédent Rapport annuel, le pourcentage tenait compte de tous les signataires, ce qui explique qu'il soit plus élevé pour 2016 et 2017.

notamment afin d'améliorer l'harmonisation et d'augmenter l'incidence de leurs interventions. Les informations prospectives permettent aux OSC de défense des citoyens de tenir les gouvernements responsables, et aux OSC opérationnelles de mieux coordonner leurs activités avec celles d'autres acteurs, augmentant ainsi leur portée.

Les donateurs ont considérablement accru le volume de données publiées dans le cadre de leur budget prévisionnel depuis le Rapport annuel de 2016. Ainsi, le budget prévisionnel sur un an a augmenté de **35 milliards de dollars US** (passant de 76 milliards de dollars US en 2016 à 111 milliards de dollars US en 2017), ce qui représente une hausse de **46 %** du volume des dépenses publiées par les donateurs un an à l'avance. Dans le même temps, le budget prévisionnel sur deux ans a augmenté de **8 %** (4 milliards de dollars US).

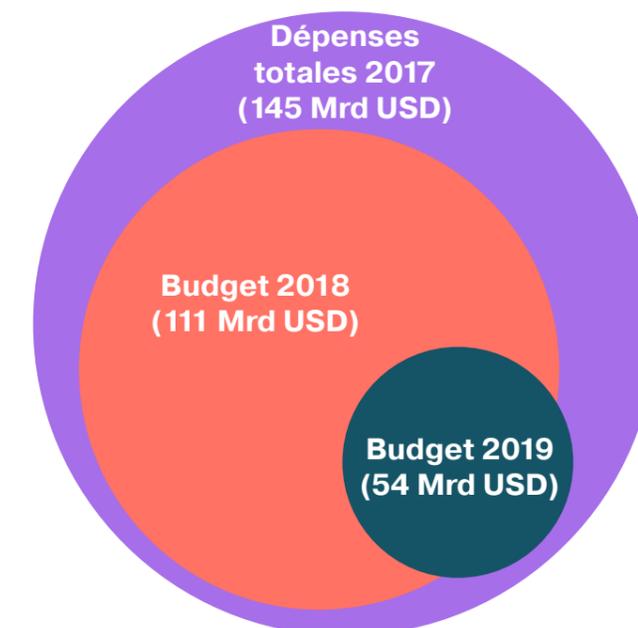
Liste d'appui prioritaire à la qualité des données

En 2017, l'équipe technique de l'IITA a établi une Liste d'appui prioritaire à la qualité des données qui recense les 100 signataires présentant la plus grande importance stratégique sur le plan de la qualité des données communiquées à l'IITA, et a pris un certain nombre de mesures afin de leur apporter un appui technique direct. Parmi les

85 membres que compte actuellement l'IITA, les 41 signataires figurent tous sur la Liste d'appui prioritaire à la qualité des données. Quant aux autres organisations inscrites sur la liste, l'équipe a jugé qu'elles présentaient une importance stratégique en raison du volume de leurs dépenses et de leurs activités ou de leur statut de signataires du « Grand Bargain », ou parce qu'elles ont besoin d'un appui supplémentaire pour abandonner le convertisseur CSV, en cours de mise hors service, au profit d'un autre outil.

Cette approche proactive a permis d'obtenir de nombreux résultats fructueux. Ainsi, la Fondation des Nations Unies a publié des données pour la première fois, et la Finlande et l'Australie ont publié avec succès des données conformes à la version 2.02 de la norme de l'IITA.

Figure 7 : Données prospectives publiées conformément à la norme de l'IITA



Améliorer l'utilisation des données

L'un des principaux axes de travail de l'année 2017 concernait la mission de l'IITA, à savoir promouvoir l'utilisation quotidienne de ses données dans une optique de développement durable. Avec plus de 700 000 activités ayant fait l'objet de publications conformes à la norme de l'IITA dans les domaines du développement et de l'action humanitaire, les instances dirigeantes de l'Initiative se sont engagées à accroître le recours aux données de l'Initiative.

Comprendre les défis à relever

Afin de déterminer les meilleurs moyens d'améliorer l'utilisation de ses données, l'IITA a mené des recherches approfondies sur les défis et les obstacles rencontrés par les utilisateurs. L'an dernier, la facilité d'utilisation des données a été évaluée, et des entretiens ont été réalisés auprès de plus d'une centaine de parties prenantes de l'Initiative. Une série de profils nouvellement établie, documentant l'utilisation des données par les pays partenaires, souligne les réussites et les difficultés rencontrées au niveau national.

La communauté de l'IITA a également apporté de précieuses contributions en 2017, en collaborant d'une part à l'analyse des besoins d'information d'Oxfam Amérique sur les dépenses consacrées à l'aide en Sierra Leone et au Libéria, et d'autre part au document de travail de Publish What You Fund sur l'utilisation des données ouvertes à des fins de redevabilité au Bénin et en Tanzanie. Les informations contenues dans ces sources externes ont servi à l'élaboration de la nouvelle stratégie d'utilisation des données de l'IITA.

Équipe spéciale en charge de l'utilisation des données

L'Assemblée des membres de l'IITA de 2017 a mis en place une nouvelle Équipe spéciale en charge

de l'utilisation des données. Cette dernière a travaillé avec le Secrétariat et les membres de l'Initiative afin d'élaborer la Stratégie d'utilisation des données 2017-2019 de l'IITA. Cette nouvelle stratégie globale attribuée à la communauté de l'IITA des tâches précises, et définit les contours d'un nouveau Fonds pour l'utilisation des données qui aura vocation à accompagner les experts dans l'exécution des projets visant à résoudre les problèmes concrets rencontrés par les utilisateurs des données.

Accroître l'utilisation des données de l'IITA

Objectif 1 : Faire connaître l'IITA en tant que source de données sur l'aide et dégager une vision commune des besoins prioritaires des différents groupes d'utilisateurs.

Objectif 2 : Améliorer la qualité des données afin de faciliter leur utilisation, et garantir aux utilisateurs leur fiabilité, y compris par la mise en place de mécanismes de retour d'information.

Objectif 3 : Améliorer les outils existants et en créer de nouveaux qui soient faciles à utiliser afin de permettre aux différents acteurs d'accéder et de recourir aux données de l'IITA.

Objectif 4 : Améliorer l'assistance, la formation et l'appui destinés à certains groupes d'utilisateurs.

Objectif 5 : Promouvoir l'intégration des données de l'IITA dans les systèmes et les processus d'aide des pays partenaires.



S'il est essentiel que les signataires de l'IITA restent fidèles à leur engagement, à savoir améliorer la qualité de leurs données, il est tout aussi important que les utilisateurs, en particulier au niveau des pays, s'engagent à s'en servir et à transmettre leur avis sur leur utilité ou, au contraire, sur les problèmes de qualité décelés. Dans le cadre de la Stratégie d'utilisation des données 2017-2019 de l'IITA, les donateurs et les pays partenaires de l'Initiative ont été chargés de concevoir et de tester des mécanismes de retour d'information destinés à orienter les signataires dans l'amélioration de la qualité de leurs données en vue d'accroître leur utilisation.

Améliorer la plateforme d-portal

Créé par l'IITA et Development Initiatives, d-portal.org est un outil en ligne gratuit qui permet à toute personne souhaitant des informations sur les dépenses humanitaires et de développement d'accéder facilement aux données de l'IITA. En 2017, l'IITA a investi dans sa mise à niveau afin

que les utilisateurs puissent rechercher des données sur les résultats des projets. InterAction a également financé une partie de l'extension des fonctions de recherche, qui permettent à l'utilisateur d'affiner facilement ses requêtes par secteur, statut de l'activité et code d'identification de l'IITA.

L'UNICEF utilise les données de l'IITA à Madagascar et au Sénégal

Development Gateway, en partenariat avec Development Initiatives, a appuyé l'objectif de l'UNICEF visant à aider ses bureaux de pays à utiliser les données publiées conformément à la norme de l'IITA afin d'alimenter les systèmes de gestion de l'information sur l'aide (SGIA) des gouvernements. Les objectifs de ce projet étaient les suivants : réduire la charge de travail liée à la collecte et à la communication des données, accroître le volume de données publiées en temps utile, et améliorer les données transmises par l'UNICEF à l'IITA afin qu'elles puissent alimenter les systèmes et orienter la planification à l'échelle nationale.

Les deux projets pilotes ont consisté pour nos collègues à former pendant trois mois le personnel des bureaux de pays de l'UNICEF et des gouvernements malgache et sénégalais afin que celui-ci se familiarise avec la norme de l'IITA, les outils disponibles et les processus d'analyse et de préparation des données de l'IITA destinées à alimenter les plateformes de gestion de l'aide (PGA). À l'issue de l'étude, le personnel des bureaux de pays de l'UNICEF et des gouvernements des deux pays était capable d'exécuter toutes les étapes nécessaires pour importer les données de l'IITA sur les PGA avec une rapidité et une précision accrues. L'UNICEF a pu tirer de ce projet des enseignements précieux qui lui permettront d'améliorer la qualité des données qu'il publie.

Améliorer l'accès aux données de l'IITA

Pour que les données de l'IITA soient utiles aux pays partenaires, il est important que leurs principaux donateurs fournissent des données. Les données publiées peuvent apporter aux gouvernements des informations utiles sur les millions de dollars d'activités humanitaires et de développement qui sont financés et mis en œuvre dans les pays partenaires.

La figure 8 montre que 15 des 30 pays partenaires membres de l'IITA disposent de données fournies par leurs dix plus grands donateurs. Treize autres pays peuvent accéder aux données fournies à l'IITA par neuf de leurs dix plus grands donateurs.

Aller de l'avant : priorités et défis à venir

Renforcer l'infrastructure technique de l'IITA

L'équipe technique de l'IITA travaillera en étroite collaboration avec le GCT afin de mettre en place une infrastructure technique solide et durable, capable d'accompagner l'augmentation rapide du nombre de signataires et d'utilisateurs des données. L'année prochaine, elle s'attachera à améliorer les performances du registre, à créer une nouvelle banque de données et à développer un nouveau site Internet qui reflète l'identité de marque renouvelée de l'IITA.

Mettre en œuvre la Stratégie d'utilisation des données de l'IITA

L'année prochaine, la plus haute priorité consistera à mettre en œuvre la Stratégie d'utilisation des données et à prendre les mesures nécessaires au renforcement de l'infrastructure technique à cet effet. L'Équipe spéciale en charge de l'utilisation des données de l'IITA va créer un nouveau Fonds pour l'utilisation des données, qui permettra aux experts de rechercher des financements en vue de lever les obstacles rencontrés par les utilisateurs des données. Le Secrétariat jouera son rôle en élaborant de

L'année prochaine, la plus haute priorité consistera à mettre en œuvre la Stratégie d'utilisation des données et à prendre les mesures nécessaires au renforcement de l'infrastructure technique à cet effet.

nouvelles orientations et en organisant dans les pays partenaires une série d'ateliers à destination du personnel gouvernemental et de la société civile. Les investissements dans l'outil en ligne [d-portal](#) se poursuivront, et les pays partenaires seront encouragés à œuvrer à l'intégration des données de l'IITA dans leur SGIA.

Analyse institutionnelle de l'IITA

Le Conseil d'administration de l'IITA achèvera l'Analyse institutionnelle de l'IITA à partir des recherches complémentaires qui seront réalisées par un groupe de travail dédié sous la direction des membres du Conseil d'administration, dans le but de formuler des recommandations sur les nouvelles modalités d'hébergement en vue de leur examen par l'Assemblée des membres en 2018.

Améliorer la publication des informations sur l'action humanitaire

L'IITA poursuivra son appui à la publication des données relatives à l'aide humanitaire, et aidera les organisations à utiliser les nouvelles fonctionnalités offertes par la version actualisée 2.03 de la norme de l'IITA. L'IITA continuera également à encourager les signataires du [Grand Bargain](#) à respecter les engagements pris concernant la publication de données sur l'action humanitaire conformes à la norme de l'IITA. Le [tableau de bord humanitaire](#) sera maintenu afin de suivre la mise en œuvre de l'accord.

Rôle futur de l'IITA dans la cartographie des ODD

Les données ouvertes sont indispensables au suivi de la mise en œuvre du Programme 2030, et l'IITA a un rôle à jouer dans la surveillance des

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



progrès accomplis par rapport aux ODD. Dans le cadre de la nouvelle Stratégie d'utilisation des données 2017-2019, le Secrétariat fournira des orientations sur l'emploi de la norme de l'IITA à cet effet, et encouragera les efforts des organisations qui publient et utilisent les données de l'IITA afin de rendre compte de la mise en œuvre des ODD.

Contribuer au soutien public total au développement durable (SPTDD)

À mesure que le processus relatif au soutien public total au développement durable (SPTDD) avance, l'IITA s'engage à partager son expérience quant à la conception d'une norme qui s'appuie sur les ressources d'un large éventail d'acteurs dépassant le cadre de l'aide publique au

développement (APD) : institutions de financement du développement, fondations philanthropiques et ONG.

Les dix ans de l'IITA

Enfin, l'année 2018 marque le 10^e anniversaire de l'IITA, lancée en septembre 2008 à l'occasion du troisième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Accra. Nous sommes impatients de célébrer l'engagement exceptionnel dont ont fait preuve les membres de l'Initiative, le GCT ainsi que les secteurs du développement international et de l'action humanitaire au fil des ans, et de partager les leçons apprises avec l'ensemble de la communauté des données ouvertes.

Annexe 1 : Membres de l'IITA

Figure A1 : Tableau des membres de l'IITA

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Agence italienne pour la coopération au développement (AICS)	Donateurs	2017
Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO)	Donateurs	2017
Akvo	OSC et autres organisations	2016
Allemagne – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	Donateurs	2008
Association des journalistes indépendants	OSC et autres organisations	2018
Australie – Ministère des Affaires étrangères et du Commerce	Donateurs	2008
Bangladesh (vice-président)	Pays partenaires	2012
Banque africaine de développement (BAfD)	Donateurs	2011
Banque européenne d'investissement (BEI)	Donateurs	2013
Banque interaméricaine de développement (BID)	Donateurs	2011
Banque mondiale	Donateurs	2008
Belgique – Agence belge de développement (CTB)	Donateurs	2012
Bénin	Pays partenaires	2015
Bond	OSC et autres organisations	2013
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	Donateurs	2011
Burkina Faso	Pays partenaires	2012
Burundi	Pays partenaires	2015
Canada – Affaires mondiales Canada	Donateurs	2011
Catalpa	OSC et autres organisations	2015
Charte de responsabilité des ONG internationales	OSC et autres organisations	2013
Children's Investment Fund Foundation (CIFF)	Donateurs	2016
Colombie	Pays partenaires	2012
Commission européenne (CE)	Donateurs	2008
Congo (République du)	Pays partenaires	2012
Cordaid	OSC et autres organisations	2015
Corée (République de)	Donateurs	2016
CSO Partnership for Development Effectiveness (CPDE)	OSC et autres organisations	2015
Danemark – Ministère des Affaires étrangères	Donateurs	2008
Development Gateway	OSC et autres organisations	2014
Development Initiatives Poverty Research	OSC et autres organisations	2008
Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)	Donateurs	2012
États-Unis	Donateurs	2011
Finlande – Ministère des Affaires étrangères	Donateurs	2008
Fondation Bill et Melinda Gates	Donateurs	2013
Fondation William and Flora Hewlett	Donateurs	2008
Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	Donateurs	2012
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	Donateurs	2012
Fonds international de développement agricole (FIDA)	Donateurs	2012
Fonds mondial	Donateurs	2011
France – Agence Française de Développement (AFD)	Donateurs	2016
Gavi	Donateurs	2008
Ghana	Pays partenaires	2012
Guinée	Pays partenaires	2017
Honduras	Pays partenaires	2012

Nom	Type d'organisation	Année d'adhésion
Indonésie	Pays partenaires	2012
InterAction	OSC et autres organisations	2015
Irlande – Irish Aid	Donateurs	2008
Liban	Pays partenaires	2012
Libéria	Pays partenaires	2012
Madagascar	Pays partenaires	2012
Malawi	Pays partenaires	2012
Mali	Pays partenaires	2017
Moldova	Pays partenaires	2012
Monténégro	Pays partenaires	2012
Myanmar	Pays partenaires	2014
Népal	Pays partenaires	2012
Nigéria	Pays partenaires	2015
Nouvelle-Zélande – ZAID	Donateurs	2008
Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)	Donateurs	2016
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Donateurs	2016
Organisation internationale de droit du développement (OIDD)	OSC et autres organisations	2016
Organisation internationale pour les migrations (OIM)	Donateurs	2017
Organisation mondiale de la Santé	Donateurs	2016
Oxfam Amérique	OSC et autres organisations	2017
Oxfam Novib	OSC et autres organisations	2017
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Pays partenaires	2012
Pays-Bas – Ministère des Affaires étrangères – Coopération au développement	Donateurs	2008
Plan International	OSC et autres organisations	2017
Programme alimentaire mondial (PAM)	Donateurs	2012
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	Donateurs	2011
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	Donateurs	2016
Publish What You Fund	OSC et autres organisations	2008
République démocratique du Congo	Pays partenaires	2012
République dominicaine	Pays partenaires	2012
Royaume-Uni – Ministère du Développement international (DFID)	Donateurs	2008
Rwanda	Pays partenaires	2012
Sao Tomé-et-Principe	Pays partenaires	2018
Sierra Leone	Pays partenaires	2012
Société financière internationale (SFI)	Donateurs	2017
Somalie	Pays partenaires	2017
Suède – Asdi	Donateurs	2008
Synergy International Systems	OSC et autres organisations	2016
Syrie	Pays partenaires	2012
Tanzanie	Pays partenaires	2012
Transparency International	OSC et autres organisations	2008
Vietnam	Pays partenaires	2012
Yémen	Pays partenaires	2014
Zimmerman & Zimmerman	OSC et autres organisations	2016

Annexe 2 : Rapports financiers

Période concernée

Les rapports annuels de l'IITA fournissent des indications sur les revenus et les dépenses de l'Initiative durant les exercices financiers de septembre 2013 à août 2017. Ils couvrent la période écoulée depuis que le Secrétariat de l'Initiative est assuré par un collectif multipartite dirigé par le PNUD, en collaboration avec l'UNOPS, Development Initiatives et les gouvernements du Ghana et de la Suède.

Les exercices financiers de l'IITA courent de septembre à août. Ce rapport présente donc les chiffres détaillés des dépenses et des revenus relatifs à l'exercice financier 4 (septembre 2016-août 2017). Les rapports financiers intermédiaires et certifiés couvrent la période la plus longue, qui s'étend jusqu'en décembre 2017.

Comment l'IITA est-elle financée ?

L'IITA est financée en partie par des cotisations et en partie par des contributions volontaires. La totalité des cotisations et contributions est affectée à une caisse commune servant à financer le programme de travail de l'IITA approuvé par l'Assemblée des membres.

Fonds reçus au cours de l'exercice financier 4

Figure A2 : Revenus perçus entre septembre 2016 et août 2017

	Exercice financier 4 (septembre 2016-août 2017), (en dollars US)
Cotisations	2 129 411
Contributions volontaires	568 409
Intérêts	13 959
Total	2 711 780

Total des fonds reçus des membres de l'IITA entre 2013 et 2017

La figure A3 présente les fonds reçus de chaque membre et donateur de l'IITA entre septembre 2013 et août 2017.

Figure A3 : Liste détaillée des contributions versées par chaque membre/donateur de l'IITA jusqu'en août 2017

Origine des fonds	Membre	Date de réception	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Total
Cotisations	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)	5 sept. 2013, 13 avr. 2015, 7 oct. 2015, 14 déc. 2016 et 6 déc. 2017	43 250	43 250	43 250	76 500	84 996	291 246
	Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)	2 oct. 2013, 19 déc. 2014, 10 sept. 2015, 22 déc. 2016 et 1 ^{er} mars 2017	43 250	43 250	43 250	43 250	-	173 000
	Publish What You Fund	2 oct. 2013, 11 déc. 2014, 13 oct. 2015 et 4 nov. 2016	1 100	1 100	1 070	1 070	-	4 340
	Royaume-Uni – Ministère du Développement international (DFID)	21 janv. 2014, 5 mars 2015, 28 sept. 2015, 9 déc. 2016 et 14 déc. 2017	43 250	43 250	43 250	85 000	84 151	298 901
	Fondation William and Flora Hewlett	13 mai 2014, 24 mars 2015, 5 avr. 2016 et 15 mars 2017	43 250	43 250	43 250	85 000	-	214 750
	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	18 nov. 2013, 29 oct. 2014, 27 oct. 2015, 16 janv. 2017	43 250	43 250	43 250	85 000	85 000	299 750
	Bond	18 nov. 2013, 26 nov. 2014, 13 août 2015 et 5 juil. 2017	1 100	1 100	1 100	1 100	-	4 400
	Canada – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 déc. 2013, 25 nov. 2015 et 29 sept. 2017	43 250	43 250	43 250	-	170 000	299 750
	Transparency International	6 déc. 2013, 23 nov. 2015, 15 mai 2017 et 13 nov. 2017	1 100	1 100	1 100	2 200	2 200	7 700
	Banque africaine de développement (BAFD)	6 déc. 2013, 16 janv. 2015, 18 sept. 2015 et 8 mars 2017	43 250	43 250	43 250	43 250	-	173 000
	Irlande – Irish Aid	10 déc. 2013, 22 déc. 2014, 20 nov. 2015, 8 nov. 2016 et 1 ^{er} juin 2017	33 480	53 020	51 164	77 086	88 914	303 664
	Pays-Bas – Ministère des Affaires étrangères – Coopération au développement	12 déc. 2013, 28 nov. 2014, 19 oct. 2015 et 11 mai 2017	43 250	43 250	43 250	85 000	-	214 750
	Programme alimentaire mondial (PAM)	13 déc. 2013, 9 déc. 2014, 10 sept. 2015, 29 nov. 2016 et 15 nov. 2017	43 250	43 250	43 250	76 500	85 000	291 250
	Banque européenne d'investissement (BEI)	13 déc. 2013, 13 févr. 2015, 9 sept. 2015 et 15 févr. 2017	43 250	43 250	43 250	43 250	-	173 000
	Allemagne – Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)	19 déc. 2013, 17 nov. 2014, 10 sept. 2015, 18 nov. 2016, 30 nov. 2016 et 30 oct. 2017	43 250	43 250	42 380	85 000	85 000	298 880
	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes)	26 déc. 2013, 2 juil. 2015, 05 nov. 2015 et 4 janv. 2017	43 250	43 250	43 250	30 000	-	159 750
	Danemark – Ministère des Affaires étrangères	27 déc. 2013, 28 déc. 2016 et 11 sept. 2017	43 250	43 250	39 354	88 866	84 970	299 690
	Fonds international de développement agricole (FIDA)	6 janv. 2014 et 28 févr. 2017	43 250	43 250	43 250	30 000	33 000	192 750
	Finlande – Ministère des Affaires étrangères	15 janv. 2014, 31 déc. 2014, 14 janv. 2016, et 23 déc. 2016	43 250	43 222	43 230	84 975	-	214 677
	Fondation Bill et Melinda Gates	6 févr. 2014, 30 oct. 2014 et 1 ^{er} déc. 2016	43 250	43 250	56 750	85 000	85 000	313 250
Australie – Ministère des Affaires étrangères et du Commerce	27 mars 2014, 17 avr. 2015, 22 juin 2016, 5 avr. 2017 et 21 déc. 2017	43 250	43 250	43 250	85 000	85 000	299 750	
Banque interaméricaine de développement (BID)	16 avr. 2014, 24 mars 2015, 23 sept. 2015 et 17 mars 2017	43 250	43 250	43 250	43 250	-	173 000	
Banque mondiale	2 mai 2014, 12 févr. 2015, 9 déc. 2015 et 26 janv. 2017	43 241	43 242	43 243	43 250	-	172 975	
Charte de responsabilité des ONG internationales	12 mai 2014, 8 janv. 2015, 16 sept. 2015, 28 nov. 2016 et 31 oct. 2017	1 100	1 100	1 100	1 075	1 100	5 475	
Belgique – Agence belge de développement (CTB)	20 juin 2014, 30 juin 2015, 11 août 2016 et 21 août 2017	43 225	43 225	43 225	84 975	-	214 650	
GAVI	28 nov. 2014, 27 août 2015, 8 juin 2017 et 21 déc. 2017	-	43 250	43 250	85 000	85 000	256 500	
Fonds mondial	10 mars 2015, 8 sept. 2015, 20 déc. 2016 et 5 déc. 2017	-	43 223	43 232	85 000	85 000	256 455	
Development Gateway	1 ^{er} déc. 2014, 29 oct. 2015, 5 janv. 2017 et 23 oct. 2017	-	1 100	1 100	1 100	1 100	4 400	
Malawi	18 mars 2015, 12 déc. 2016 et 10 nov. 2017	-	1 100	-	3 300	2 200	6 600	
Nigéria	19 et 20 mars 2015	-	1 050	-	-	-	1 050	
Nouvelle-Zélande	29 avr. 2015, 29 juin 2016 et 15 févr. 2017	-	43 250	43 250	85 000	-	171 500	
Cordaid	24 sept. 2015, 10 janv. 2017 et 24 nov. 2017	-	-	2 200	2 200	2 200	6 600	
Bangladesh	22 sept. 2015, 5 juin 2017 et 13 sept. 2017	-	-	2 200	2 200	2 200	6 600	
Commission européenne (CE)	22 janv. 2016, 24 oct. 2016 et 5 sept. 2017	-	-	43 384	44 149	85 000	172 533	
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	6 juin 2016, 6 déc. 2016 et 20 déc. 2017	-	-	43 250	76 500	85 000	204 750	
Myanmar	25 nov. 2016 et 13 juin 2017	-	-	-	3 260	-	3 260	
Synergy International Systems	25 nov. 2016 et 27 oct. 2017	-	-	-	1 100	1 100	2 200	
République de Corée	18 mars 2016 et 14 mars 2017	-	-	43 250	85 000	-	128 250	
IBON International Foundation Inc., pour le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement (POED)	28 oct. 2015	-	-	1 092	-	-	1 092	
InterAction	14 avr. 2016, 10 nov. 2016 et 26 oct. 2017	-	-	1 100	2 200	2 200	5 500	
Organisation internationale de droit du développement (OIDD)	17 mai 2016 et 29 déc. 2016	-	-	1 075	2 175	-	3 250	
Akvo	22 nov. 2016 et 14 nov. 2017	-	-	-	1 100	1 100	2 200	
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	3 janv. 2017 et 8 nov. 2017	-	-	-	43 250	46 500	89 750	
Organisation mondiale de la Santé – OMS	16 févr. 2017	-	-	-	76 500	-	76 500	
Agence néerlandaise pour les entreprises (RVO)	18 avr. 2017 et 16 nov. 2017	-	-	-	2 180	2 180	4 360	
Société financière internationale – SFI	1 ^{er} juin 2017 et 10 nov. 2017	-	-	-	85 000	85 000	170 000	
France – Agence Française de Développement (AFD)	7 déc. 2017	-	-	-	-	85 000	85 000	
Oxfam Novib	15 nov. 2017	-	-	-	-	2 196	2 196	
Organisation internationale pour les migrations – OIM	25 août 2017 et 21 déc. 2017	-	-	-	76 500	85 000	161 500	
Zimmerman & Zimmerman	24 août 2017	-	-	-	1 100	-	1 100	
	Total des cotisations		902 846	1 055 332	1 197 599	2 129 411	1 632 307	6 917 495
Fonds résiduels	Royaume-Uni – Ministère du Développement international (DFID)	5 nov. 2013	60 111	-	-	-	-	60 111
			60 111	-	-	-	-	60 111
Contributions volontaires	Royaume-Uni – Ministère du Développement international (DFID)	21 janv. 2014, 5 mars 2015, 28 sept. 2015 et 9 déc. 2016	165 555	67 986	4 520	198 599	-	436 660
	Canada – Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	3 déc. 2013 et 30 déc. 2015	176 750	-	6 750	-	30 337	213 837
	Centre de recherches pour le développement international (CRDI)	14 avr. 2015	-	260 000	-	-	-	260 000
	Fondation William and Flora Hewlett	12 nov. 2013, 13 mai 2014, 24 mars 2015, 5 avr. 2016 et 2 juin 2016	156 750	6 750	6 750	200 000	200 000	570 250
	Suède – Asdi	18 déc. 2013, 18 déc. 2014, 17 déc. 2015, 19 déc. 2016 et 20 déc. 2017	49 975	49 975	43 475	84 975	84 970	313 370
	Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)	18 nov. 2013, 29 oct. 2014 et 2 nov. 2015	98 000	85 130	96 750	-	-	279 880
	Fonds international de développement agricole (FIDA)	6 janv. 2014	35 250	-	-	-	-	35 250
	Commission européenne (CE)	31 janv. 2014, 23 déc. 2014, 25 févr. 2016 et 6 mars 2017	183 445	8 671	90 703	84 836	-	367 654
	Bangladesh	22 sept. 2015	-	-	100 000	-	-	100 000
		Total des contributions volontaires		865 725	478 512	348 948	568 409	315 307
	Intérêts		59	4 490	6 774	13 959	11 532	36 814
	Total		1 828 740	1 538 335	1 553 321	2 711 780	1 959 145	9 591 320

Comment l'IITA dépense-t-elle les fonds qui lui sont alloués ?

Budget

Les membres ont approuvé un budget et un programme de travail sur deux ans lors de l'Assemblée des membres de l'IITA organisée en juin 2016. Ces documents chiffrant les activités prévues durant les exercices financiers 4 (septembre 2016-août 2017) et 5 (septembre 2017-août 2018).

Dépenses

Au cours de l'exercice financier 4 (septembre 2016-août 2017), l'IITA a dépensé **1 491 566 dollars US**. La figure A4 présente une ventilation des dépenses effectuées au cours de cette période.

Figure A4 : Ventilation des dépenses effectuées par l'IITA entre septembre 2016 et août 2017

Description des dépenses	Montant (en dollars US)
Composantes stratégiques de l'IITA (coût des activités seulement) : <ul style="list-style-type: none"> Promotion de l'utilisation des données Amélioration de la qualité, de la couverture et de la portée des données de l'IITA Tenue à jour et renforcement des systèmes de l'IITA Communication et sensibilisation Arrangements institutionnels 	400 096
Frais de personnel	936 971
Coûts centraux et frais de gestion	154 499
Dépenses totales nettes	1 491 566

Dépenses de l'IITA entre 2013 et 2017

Les états financiers certifiés suivent les années civiles et fournissent un relevé des dépenses effectuées par l'IITA entre septembre 2013 et décembre 2017. Ils couvrent les exercices financiers 1 à 4 et une partie de l'exercice 5. Les états financiers intermédiaires de février 2018 couvrent la période allant jusqu'à décembre 2017.



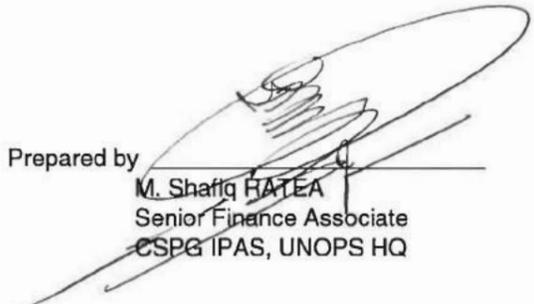
Country: Funding IATI
 Project Atlas id: 00087578 All Amounts in US\$
 Project Title : International Aid and Transpar Date: 01/07/2014

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2013

1) INCOME			
DEPOSITS			
2013		1,219,004.01	<u>1,219,004.01</u>
INTEREST			
2013		58.72	<u>58.72</u>
TOTAL FUNDS (A)			<u>1,219,062.73</u>
2) PROJECT EXPENSES			
PERIOD - PRIOR YEARS:			
PERIOD - CURRENT YEAR			
2013	Disbursements	48,619.74	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-67.79	
	Management fee	3,363.03	<u>51,914.98</u>
TOTAL PROJECT EXPENSES (B)			<u>51,914.98</u>
	Project Advances (C)	303.81	<u>303.81</u>
PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C)			<u>1,166,843.94</u>
	Open Purchase Orders (E)	0.00	<u>0.00</u>
3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E)			<u>1,166,843.94</u>

The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)

Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.

Prepared by 
 M. Sharif HATEA
 Senior Finance Associate
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Certified By 
 Kanit Pukchareon
 Regional Finance Specialist
 CSPG IPAS, UNOPS HQ

Project Atlas id: 00087578

Funding IATI
All Amounts in US\$

Project Title : Support to the International Aid
Transparency Initiative (IATI)

Date: 20/05/2015

CERTIFIED ANNUAL FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DECEMBER 2014

Opening Balances 2003 0.00

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	<u>2,703,903.06</u>

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	<u>4,548.58</u>

TOTAL FUNDS (A) 2,708,451.64

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	<u>51,914.98</u>

PERIOD - CURRENT YEAR

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Receipt Accruals	0.00	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	<u>1,908,350.72</u>

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) 1,960,265.70

Project Advances (C) 2,734.45 2,734.45

PROJECT CASH BALANCE (D) = (A) - (B) - (C) 745,451.49

Open Purchase Orders (E) 465.43 465.43

3) PROJECT FUND BALANCE (F) = (D) - (E) 744,986.06

*The Statement is following IPSAS reporting requirements. Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.*

Prepared by

M. Shafiq RATEFA
Senior Finance Associate
CSPG IPAS, UNOPS HQ

Certified By

Ala'a Nemer
Regional Finance Practice Advisor
CSPG IPAS, UNOPS HQ

June 8, 2016
Ref: Project No: 00087578
Funding: IATI

To whom it may Concern,

Subject: Certified Financial Statement as at 31 Dec 2015

We enclose the Certified Financial Statement for project **00087578 Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)**, which commenced in year 2013 and indicates project expenses as at 31 Dec 2015.

We draw your attention to the following:

- › Project expenditure and management fee: **US\$ 3,234,714**
- › Project advances: **US\$ 2,734** and open purchase order: **US\$ 12,505**
- › Total cash received: **US\$ 4,474,679** including interest earned: **US\$ 11,323**
- › Project Capitalised Asset: **US\$ 000**
- › Project fund balance: **US\$ 1,224,726**

If you have any question, please do not hesitate to contact UNOPS

Yours sincerely,


Kanit Pukchareon
Regional Finance Specialist
CSG IPAS, UNOPS HQ

PO Box 2695

Tel: + 45 45 33 75 00

 UNOPS is ISO 9001 certified

2100 Copenhagen

Fax: +45 45 33 75 01

Denmark

E-mail: info@unops.org

www.unops.org

Project Atlas id: 00087578
Project Title : Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)
Funding IATI
All Amounts in US\$
Date: 08/06/2016

CERTIFIED FINANCIAL STATEMENT AS AT 31 DEC 2015

1) INCOME

DEPOSITS

2013	1,219,004.01	
2014	1,484,899.05	
2015	1,759,452.84	4,463,355.90

INTEREST

2013	58.72	
2014	4,489.86	
2015	6,774.23	11,322.81

TOTAL INTEREST

TOTAL FUNDS (A) **4,474,678.71**

2) PROJECT EXPENSES

PERIOD - PRIOR YEARS:

2013	Project Expense	48,619.74	
	Net Exchange Gain	-67.79	
	Management Fee	3,363.03	51,914.98

2014	Project Expense	1,860,149.76	
	Net exchange gain	-1,023.53	
	Management fee	49,224.49	1,908,350.72

PERIOD - CURRENT YEAR

2015	Project Expense	1,228,705.00	
	Net exchange loss	1,087.11	
	Management fee	44,656.21	1,274,448.32

TOTAL PROJECT EXPENSES (B) **3,234,714.02**

Project Advances (C)	2,734.45	2,734.45
Project Capitalised Asset (D)	0.00	-

PROJECT CASH BALANCE (E) = (A) - (B) - (C) - (D) **1,237,230.24**

Open Purchase Orders (F)	12,504.72	12,504.72
--------------------------	-----------	-----------

3) PROJECT FUND BALANCE (G) = (E) - (F) **1,224,725.52**

*The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses. Open POs represents amounts committed against goods/services yet to be delivered/rendered. Fund balance represents cash available for implementation activities.*

Certified By 
Kanit Pukchareon
Regional Finance Specialist
CSG IPAS, UNOPS HQ

August 18, 2017
Ref: Project No: 00087578
Funding: IATI

To Whom It May Concern,

Subject: Certified Financial Statement as at 31 Dec 2016

We enclose the Certified Financial Statement for project **00087578 Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)**, which commenced in year 2013 and indicates project expenses as at 31 Dec 2016.

We draw your attention to the following:

- › Project expenditure and management fee: **US\$ 5,193,811**
- › Project advances: **US\$ 2,217**
- › Total cash received: **US\$ 6,663,439** including interest earned: **US\$ 25,282**
- › Project cash balance: **US\$ 1,467,411**

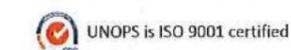
If you have any question, please do not hesitate to contact UNOPS

Yours sincerely,


Karla CIENFUEGOS
Finance Specialist
CSG IPAS, UNOPS HQ

PO Box 2695

Tel: + 45 45 33 75 00



2100 Copenhagen

Fax: +45 45 33 75 01

Denmark

E-mail: info@unops.org

www.unops.org

ANNUAL FINANCIAL REPORT

Project : 87578 - Support to International Aid Transparency Initiative (IATI)
Partner(s): 1046 - IATI International Aid Transparency Initiative (IATI),

As on: 31-Dec-2016

Income:

Contributions			
	2013	1,219,004.01	
	2014	1,484,899.05	
	2015	1,759,452.84	
	2016	2,174,800.50	
			6,638,156.40
Interest			
	2013	58.72	
	2014	4,489.86	
	2015	6,774.23	
	2016	13,959.35	
			25,282.16
Total Income	A		6,663,438.56

Less: Project Expenses

Period-Years			
2013			
	Project(s) Expense	48,619.74	
	Management Fees	3,363.03	
	Net Exchange Gain/Loss	(67.79)	
			51,914.98
2014			
	Project(s) Expense	1,860,149.76	
	Management Fees	49,224.49	
	Net Exchange Gain/Loss	(1,023.53)	
			1,908,350.72
2015			
	Project(s) Expense	1,228,705.00	
	Management Fees	44,656.21	
	Net Exchange Gain/Loss	1,087.11	
			1,274,448.32
2016			
	Project(s) Expense	1,914,983.53	
	Management Fees	44,374.79	
	Net Exchange Gain/Loss	(261.11)	
			1,959,097.21
Total Expenditure	B		5,193,811.23

ANNUAL FINANCIAL REPORT

Project : 87578 - Support to International Aid Transparency Initiative (IATI)
Partner(s): 1046 - IATI International Aid Transparency Initiative (IATI),

As on: 31-Dec-2016

Less: Project Advances	C	2,216.61
Less: Project Capitalised Assets	D	0.00
Project Cash Balance	A-B-C-D	1,467,410.72

The Statement is following IPSAS reporting requirements, Management Fee is calculated and recorded against Project Expenses (Disbursements + Receipt Accruals)
 Project Advances represents amounts yet to be either recovered or settled against Project Expenses.

Certified by:
 Karla CIENFUEGOS
 Finance Specialist
 CSG IPAS, UNOPS



Comment:

Date: 18/08/2017

Report run on: 18 Aug 2017

February 12, 2018
 Ref: Project No: 00087578
 Funding: IATI

To Whom It May Concern,

Subject: Interim Financial Statement as at 31 December 2017

We enclose the Interim Financial Statement for project **00087578 Support to the International Aid Transparency Initiative (IATI)**, which commenced in year 2013 and indicates project expenses as at 31 December 2017.

We draw your attention to the following:

- › Project expenditure and management fee: **US\$ 7,131,024**
- › Project advances: **US\$ 2,341** and Commitments: **US\$ 87,090**
- › Total cash received: **US\$ 9,591,319** including interest earned: **US\$ 36,814**
- › Project fund balance: **US\$ 2,370,865**

If you have any question, please do not hesitate to contact UNOPS

Yours sincerely,


 Kanit PUKCHAREON
 Regional Finance Specialist
 SSC IPAS, UNOPS HQ

PO Box 2695

Tel: + 45 45 33 75 00



2100 Copenhagen

Fax: +45 45 33 75 01

Denmark

E-mail: info@unops.org

www.unops.org

INTERIM FINANCIAL REPORT

Project : 87578 - International Aid and Transpar
Partner(s): 1046 - IATI International Aid Transparency Initiative (IATI),

As on: 31-Dec-2017

Income:

Contributions		
	2013	1,219,004.01
	2014	1,484,899.05
	2015	1,759,452.84
	2016	2,174,800.50
	2017	2,916,348.80
		9,554,505.20
Interest		
	2013	58.72
	2014	4,489.86
	2015	6,774.23
	2016	13,959.35
	2017	11,531.82
		36,813.98
Total Income	A	9,591,319.18

Less: Project Expenses

Period-Years		
2013	Project(s) Expense	48,619.74
	Management Fees	3,363.03
	Net Exchange Gain/Loss	(67.79)
		51,914.98
2014	Project(s) Expense	1,860,149.76
	Management Fees	49,224.49
	Net Exchange Gain/Loss	(1,023.53)
		1,908,350.72
2015	Project(s) Expense	1,228,705.00
	Management Fees	44,656.21
	Net Exchange Gain/Loss	1,087.11
		1,274,448.32
2016	Project(s) Expense	1,914,983.53
	Management Fees	44,374.79
	Net Exchange Gain/Loss	(261.11)
		1,959,097.21

INTERIM FINANCIAL REPORT

Project : 87578 - International Aid and Transpar
Partner(s): 1046 - IATI International Aid Transparency Initiative (IATI),

As on: 31-Dec-2017

2017	Project(s) Expense	1,884,958.96	
	Management Fees	52,756.39	
	Net Exchange Gain/Loss	(503.05)	
			1,937,212.30
Total Expenditure	B		7,131,023.53
Less: Project Advances	C		2,340.72
Less: Project Capitalised Assets	D		0.00
Project Cash Balance	A-B-C-D		2,457,954.93
Less: Commitments	E		87,089.88
Project Fund Balance	A-B-C-D-E		2,370,865.05

*** Books for the reporting period have not been closed yet. Management Fees include projections for open period(s). ***

Notes:

* All amounts are in USD. Transactions in non-USD have been converted to USD at the UN operational rate of exchange as on the date of the transaction.

* This is an interim statement provided for information purposes only. Figures are not final.

* Project advances include operational advances, prepayments, petty cash, and any VAT payments to suppliers that have yet to be recovered.

*

Certified by:

Comment:



Kanit PUKCHAREON
 Regional Finance Specialist
 SSC IPAS, UNOPS HQ

Date: 12 Feb 18

Report run on: 12 Feb 2018

Annexe 3 : Données statistiques et méthodologie du Rapport annuel de l'IITA

Toutes les statistiques utilisées dans ce Rapport annuel ont été extraites du tableau de bord de l'IITA, qui contient des statistiques détaillées, ventilées par signataire et par élément, ayant trait à la validité des données publiées conformément à la norme de l'IITA. Le tableau de bord est entièrement généré chaque nuit, à partir de métadonnées répertoriées dans le registre de l'IITA, qui décrit les données XML de l'IITA figurant sur les sites Internet des signataires. Ces données sont synthétisées dans la section « Publishing Statistics » du tableau de bord.

Le tableau de bord est l'élément principal du service offert par l'équipe technique aux signataires et aux utilisateurs : il permet aux premiers de mieux comprendre comment améliorer leurs données, et aux deuxièmes, de déterminer les données susceptibles de répondre à leurs besoins spécifiques. Il aide aussi l'équipe technique elle-même à hiérarchiser ses engagements en faveur de la qualité des données. Chaque page de la section « Publishing Statistics » contient un commentaire général sur les méthodes employées, ainsi que des explications plus détaillées sur les estimations et les exceptions. Y figure également un pseudo-code (une traduction en « anglais » du langage de programmation).

Remerciements

Le Rapport annuel 2017 de l'IITA a été rédigé par une équipe de Development Initiatives, sous la direction de Rohini Simbodyal et de Carolyn Culey. La collecte et l'analyse des données ont été réalisées par Bill Anderson, Alex Miller, Petya Kangalova, Amy Silcock et Dale Potter. Un grand merci aux autres membres du Secrétariat de l'IITA qui nous ont apporté une aide et des renseignements précieux : Annelise Parr du PNUD, et Argjira Belegu-Shuku et Cillian O'Cathail de l'UNOPS.

Conception et mise en page : Fanni Uusitalo (UNOPS)

